

## Introduction

« Circonscrire le danger social du bolchevisme [...] est un nouveau problème de guerre et aussi d'après-guerre qui se pose à l'Entente. »

Lieutenant-colonel Georges, 15 octobre 1918<sup>1</sup>.

« Il s'agit maintenant de savoir si on est avant tout contre les Allemands, ou bien avant tout contre le socialisme<sup>2</sup> » : c'est par cette phrase lapidaire qu'au printemps 1918, le général Lavergne, qui commandait alors la Mission militaire française en Russie, résumait le dilemme auquel, un an après l'effondrement du régime tsariste, les alliés étaient confrontés en raison de la relative stabilisation du régime soviétique. Cette alternative, exprimée pour des motifs purement conjoncturels aux lendemains de la révolution d'octobre, allait toutefois rester posée à l'armée française durant tout l'entre-deux-guerres et constituer, sous des formes et une intensité variable, une cause de discordance entre ses chefs et, plus marginalement, au sein du corps des officiers. L'importance prise par cette nouvelle problématique ne constitue que l'une des principales retombées de la victoire du bolchevisme en Russie. En effet, dans le contexte périlleux de l'année 1917, la révolution russe marque dans l'histoire politique de l'armée française le début d'une mutation dont les effets profonds et durables vont marquer la pensée militaire, peser dans les choix stratégiques du haut commandement et sur les relations entre l'institution militaire et le pouvoir politique. Outre l'enjeu que constitue le front oriental dans le déroulement du conflit, le fort impact de la révolution bolchevik sur l'armée française résulte pour une bonne part de son passé contre-révolutionnaire qui la rend particulièrement sensible aux phénomènes de radicalisation politique, aussitôt perçus comme des questions touchant à la sécurité de l'État et à la défense nationale.

Au siècle précédent, la France avait été le pays des révolutions, manquées ou réussies, et, en l'absence jusqu'au Second Empire de grande guerre sur

1. Cité par DELMAS J., *L'État-major français et le front oriental après la révolution bolchevik*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle (sous la direction de Pierre Renouvin), 1965, p. 282.

2. Propos rapportés par PASCAL P., *Mon journal de Russie (1916-1918)*, Paris, L'Âge d'Homme, p. 166.

le continent, l'armée française avait d'abord été une armée du maintien de l'ordre chargée de faire face au danger révolutionnaire de plus en plus identifié aux « classes dangereuses » tout au long du siècle. Puis, à partir de 1870, le face-à-face avec l'Allemagne était passé pour plus de 70 ans au premier plan de la politique militaire française, mais le maintien de l'ordre était néanmoins resté une importante mission de l'armée. Dans ce cadre général, la période de la Grande Guerre marque une double rupture dans la perception du risque révolutionnaire : d'une part, la révolution russe de 1917 suivie des révolutions en Allemagne et en Europe centrale en 1918 et 1919 montrent l'importance décisive prise par la situation politique intérieure en temps de guerre, et confirment que, comme en 1870, la fin des combats et l'immédiate après-guerre constituent dans les pays vaincus un contexte favorable au déclenchement de crises révolutionnaires ; d'autre part, le processus de formation du mouvement communiste indique que, dans le contexte du conflit mondial et de la sortie de guerre, la révolution n'est plus seulement un problème national mais prend également une dimension internationale, voire mondiale. Ce constat a deux conséquences :

- le développement du mouvement communiste en France exige une redéfinition de l'ennemi intérieur en raison de la vocation mondiale du bolchevisme et de la subordination du PCF au Komintern, un organe étranger étroitement lié à l'État soviétique ;

- l'évaluation du risque révolutionnaire en regard de la menace allemande qui reste le principal problème militaire pour la France.

Ces nouvelles problématiques, nées de la conjonction du premier conflit mondial et de la percée du bolchevisme sur la scène internationale, suscitent des réactions divergentes au sein du corps des officiers, et des oppositions dans le haut commandement. Alors que les clichés historiographiques présentent les militaires français viscéralement hostiles au bolchevisme, dans toutes ses composantes et ses différentes moutures, excluant avec lui toute possibilité de compromis puisqu'il est par essence un ennemi irréductible, l'examen des faits montre une réalité plus complexe et à l'occasion une étonnante plasticité de certains secteurs de l'armée française, voire du haut commandement, face au communisme. Ainsi, en avril 1938, le lieutenant-colonel Morel, attaché militaire en Espagne, écrivait dans un rapport adressé à Paris que « le parti communiste, qui [...] se trouve être dans l'Espagne actuelle un parti de type jacobin et patriote, [...] [est] l'élément le plus sain et le plus fort de l'Espagne républicaine<sup>3</sup> ». Ce jugement pourrait être considéré comme le dérapage d'un officier atypique, égaré par ses sympathies pour la cause républicaine<sup>4</sup>. Pourtant, nonobstant l'absence de

3. SHD (DAT), 7N 2755, Lieutenant-colonel Morel, attaché militaire à Madrid, à Monsieur le ministre de la Défense nationale et de la Guerre, situation militaire le 12 avril, 12 avril 1938.

4. INQUIMBERT A.-A., *Un officier français dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Presses universitaires de Rennes/Service historique de la Défense, 2009, 306 p.

complaisance avérée de Morel pour le communisme, cette appréciation positive, dûment argumentée, n'est pas une exception, puisque des remarques allant dans un sens semblable sont également formulées par des militaires français au contact des réalités soviétiques. En février 1934, le colonel Mendras, attaché militaire à Moscou, tient des propos similaires lorsqu'il rend compte de l'évolution intérieure de l'URSS :

« Il faut admirer l'énergie, l'optimisme, la foi en l'avenir, qui animent les bolcheviks et que traduit le programme du deuxième plan quinquennal. A peine sortis d'une crise épuisante et qui les laisse encore en face des pires difficultés, les voici qui reprennent leur marche en avant et imposent de nouveau au pays un effort gigantesque<sup>5</sup>. »

Cette absence de perception univoque du communisme par les militaires français s'explique avant tout par la complexité du problème qu'il leur pose. Cette difficulté suscite des interprétations divergentes et durables, dont la permanence provoque d'inévitables désaccords quant à l'attitude que l'armée française doit adopter face au communisme, mais elle traduit aussi parfois une ambivalence discrète, voire imperceptible, de la part de l'institution militaire. Pourtant, l'armée française est considérée par l'historiographie comme uniformément et viscéralement hostile au communisme durant toute cette période. Pourquoi une vision aussi tranchée ?

Il est vrai que le manichéisme, particulièrement exacerbé au cours des années 1930, s'exprime souvent de manière caricaturale au sein de l'institution militaire. Ces dérives, facilement repérables dans la documentation militaire, expliquent pour une bonne part que les dénonciations virulentes du communisme aient généralement été entérinées, sans approfondir, comme représentatives de sa perception collective par l'institution militaire<sup>6</sup>. Pour cette raison, l'attitude de l'armée française face à l'ennemi intérieur est restée longtemps négligée, puisqu'elle semblait aller de soi, le corps des officiers étant perçu comme un bloc soudé par son hostilité au communisme<sup>7</sup>. La portée de cette prégnance de l'anticommunisme dans l'armée a toutefois retenu l'attention de plusieurs auteurs qui ont abouti à des

5. SHD (DAT), 7N 3121, Ambassade de France à Moscou, l'Attaché militaire, compte rendu mensuel n° 9, 27 février 1934.

6. Exemple parmi d'autres, *La France militaire* publie en 1931 un article sur « Le bolchevisme » qui se conclut ainsi : « La Russie a quelques organisateurs parmi ses chefs, qui sont parfois Russes, souvent Allemands... Elle n'a pas d'ingénieurs, pas de contremaîtres. Elle n'a pas d'argent. Elle n'a pas de machines. Elle n'a pas d'industrie » (CUGNAC DE (général), 25 avril 1931, p. 1).

7. Tel est le cas dans deux ouvrages importants sur l'armée française de l'entre-deux-guerres, DUTAILLY H., *Les Problèmes de l'armée de Terre française*, Paris, SHAT, 1980, 449 p., et MYSYROWICZ L., *Autopsie d'une défaite. Origines de l'effondrement militaire français de 1940*, Lausanne, l'Âge d'Homme, 1973, 385 p. De même, Mathieu Rigouste dans ses travaux sur l'ennemi intérieur ignore totalement l'entre-deux-guerres et, pour la période de la guerre froide, concentre son attention sur les guerres coloniales (RIGOUSTE M., « L'ennemi intérieur, de la guerre coloniale au contrôle sécuritaire », *Cultures et Conflits*, n° 67, 2007, www.conflits.org). L'impasse faite sur la question de l'ennemi intérieur en métropole s'inscrit dans la tendance générale sur la question. Seul, Jean-Louis Crémieux-Brilhac distingue des attitudes différentes chez les chefs militaires face à la menace communiste.

conclusions divergentes. C'est dans son ouvrage *Les Français de l'an 40* que Jean-Louis Crémieux-Brilhac a traité avec le plus de précision et le plus de nuance l'attitude de l'armée face au communisme. Il insiste sur l'ambivalence de l'institution militaire face aux militants du PCF sous les drapeaux, en soulignant que si l'armée est « le meilleur instrument de neutralisation des communistes », elle tient simultanément « un rôle protecteur », car « elle est un des milieux sociaux où leur intégration est la plus facile et, malgré l'anticommunisme des cadres de carrière et la crainte largement répandue dans les 2<sup>e</sup> bureaux d'un complot ou d'une trahison, c'est aux armées que la réaction de rejet à leur égard est la plus faible<sup>8</sup> ».

Dans *L'Anticommunisme en France*, Jean-Jacques Becker et Serge Berstein écrivent qu'au cours de l'entre-deux-guerres, l'armée est l'institution qui connaît le moins et redoute le plus les menées communistes<sup>9</sup>. Ils estiment cependant que « de façon générale, le devoir de réserve l'emporte », que « l'anticommunisme des officiers reste un anticommunisme d'opinion qui, jusqu'à la défaite de 1940, ne guide pas le comportement des responsables militaires<sup>10</sup> ». Frédéric Monier est loin de reprendre cette affirmation à propos de l'implication directe ou indirecte de nombreux officiers supérieurs, dont le maréchal Franchet d'Espérey, dans le complot de la Cagoule<sup>11</sup>. Quoique très allusif, Henri Dutailly sous-entend un trouble profond dans le corps des officiers lorsqu'il écrit que, dans les années 1930, la crainte de la subversion « amène les plus lucides des cadres à s'interroger sur la nature de l'ennemi : est-il uniquement l'envahisseur potentiel, ou bien est-il également celui qui veut changer l'ordre social<sup>12</sup>? ». C'est probablement Robert Paxton qui, dans *L'Armée de Vichy*, va le plus loin dans l'analyse de cette question et dans ses implications. Il écrit en effet :

« À la suite des grèves sur le tas et de la victoire électorale du Front populaire, [...] nombre d'officiers se convainquirent qu'une conspiration, d'autant plus menaçante que les frontières en étaient imprécises, était en train de saper les institutions militaires de la France. Inévitablement, certains officiers en vinrent à considérer toute attaque contre l'armée française comme visant la société française telle qu'elle existait à l'époque... Il allait de soi que sauver l'armée reviendrait, en pratique, à sauver l'ordre social et économique... Une institution militaire professionnelle

8. CRÉMIEUX-BRILHAC J.-L., *Les Français de l'an 40*, Paris, Gallimard, 1990, t. 2, p. 488. Centré sur la drôle de guerre, cet ouvrage contient de nombreux passages rétrospectifs sur les années 1930. Jacques Nobécourt aborde la question de l'armée face au communisme dans sa biographie du colonel de La Rocque, mais de façon plus diluée à travers l'ouvrage et avec moins de rigueur dans l'utilisation des sources et la prise en compte du contexte politique (NOBÉCOURT J., *Le colonel de La Rocque (1886-1946) ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, 1 194 p.).

9. BECKER J.-J., BERSTEIN S., *L'Anticommunisme en France (1917-1940)*, t. 1, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 224.

10. *Ibid.*, p. 227.

11. MONIER F., *Le Complot dans la République*, La Découverte, Paris, 1998, p. 302-319.

12. DUTAILLY H., *Les Problèmes de l'armée...*, *op. cit.*, p. 286.

était plus qu'un outil de défense: elle constituait le ciment même de la société<sup>13</sup>. »

Cette corrélation, soulignée par Robert Paxton, entre la résurgence d'un certain militarisme et la peur du communisme sous-entend que l'anti-communisme a eu une profonde influence sur la société militaire de l'entre-deux-guerres.

Pour ma part, j'entreprenais il y a une dizaine d'années une première approche de cette question en étudiant la crainte dans l'armée d'une insurrection communiste de la fin des années 1920 jusqu'à la débâcle. Je constatais alors que pour les militaires français le communisme ne se réduisait pas à une simple affaire d'opinion et qu'il avait été pris en compte comme un véritable problème militaire par au moins une bonne partie du haut commandement et du corps des officiers<sup>14</sup>. Cette étude montrait également que la crainte d'une insurrection communiste, particulièrement dans les milieux militaires, avait été sous-estimée par l'historiographie de l'entre-deux-guerres. Ainsi, dans son ouvrage *Le Complot dans la République*, Frédéric Monier étudie longuement la crainte du coup de force communiste durant cette période et montre que le recul de la peur d'une insurrection laisse progressivement la place à celle d'un putsch<sup>15</sup>. Mais le cas de l'institution militaire dans cette évolution n'est pas abordé. De même, les travaux portant sur l'insurrection armée comme problème militaire contemporain ne remontent pas jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres et la prise en compte du risque insurrectionnel en milieu urbain est assez largement ignorée<sup>16</sup>.

Le bilan limité des travaux sur l'armée face au communisme et à l'inverse l'excès de raccourcis, voire de clichés historiographiques, apparaissent comme une anomalie paradoxale en raison de l'importance attribuée au

13. PAXTON R., *L'Armée de Vichy. Le corps des officiers français 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2004, p. 373.

14. VIDAL G., « Le haut commandement et la crainte de "l'ennemi intérieur" en juin 1940. Origines et caractéristiques de la peur du complot communiste dans la hiérarchie militaire », Ch. LEVISSE-TOUZE (dir.), *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001, p. 357-388.

15. MONIER F., *op. cit.*, p. 91-97. Peu d'historiens défendent encore la réalité d'une stratégie, sinon insurrectionnelle, tout au moins violente du PCF au cours des années 1930, tel Jacques Nobécourt qui l'invoque pour justifier la politique anticommuniste radicale suivie par le colonel de La Rocque tout au long des années 1930.

16. BONNET G., *Les Guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'antiquité à nos jours*, Paris, Payot, 1958, 287 p.; DELMAS C., *La Guerre révolutionnaire*, Paris, PUF, 1959, 125 p.; TRINQUIER R., *La Guerre moderne*, Éditions de La Table ronde, Paris, 1961, 109 p.; BEAUFRE A., *La Guerre révolutionnaire*, Paris, Fayard, 1972, 305 p.; GALULA D., *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Économica, 2008, 215 p. Ce dernier ouvrage, écrit dans les années 1960 et devenu un classique des études doctrinales contre-insurrectionnelles à la suite des guerres d'Irak et d'Afghanistan, est essentiellement consacré à la lutte contre les insurrections en zones rurales en s'inspirant des conflits non-conventionnels postérieurs à la Seconde Guerre mondiale (Grèce, Chine, Indochine, Algérie). Tous les écrits sur la guerre révolutionnaire et la guerre psychologique datant de cette époque s'inspirent de l'expérience des guerres coloniales, tout en visant avant tout l'ennemi principal, c'est-à-dire le communisme (VILLATOUX P. ET M.-C., *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques 1945-1960*, Paris, La Découverte, 2005, 694 p.).

bolchevisme par l'institution militaire qui le considère dès 1917, tant au plan intérieur qu'extérieur, comme un problème de défense nationale à part entière. En effet, plus qu'une piste oubliée ou un facteur sous-estimé, ce flou historiographique apparaît plutôt comme une lacune complexe, non aléatoire, résultant d'un faisceau de causes qui relèvent pour l'essentiel de particularités propres, d'une part, à l'historiographie du communisme et, d'autre part, à celle de l'institution militaire.

Un premier constat étonne : pour la période d'octobre 1917 à novembre 1918, il existe une étude majeure, la thèse du général Jean Delmas, *L'État-major français et le front oriental après la révolution bolchevik*, préparée sous la direction de Pierre Renouvin et soutenue en 1965<sup>17</sup>. Cette thèse, à la fois claire, bien construite et menée avec beaucoup de rigueur, souligne le poids du facteur militaire et stratégique dans l'attitude adoptée par le haut commandement français vis-à-vis du régime soviétique dans les mois qui suivent la révolution d'octobre ; elle rend également compte de l'expérience collective de ces événements par l'armée française et des souvenirs qui en ont inévitablement résulté. Le général Delmas montre en effet que l'impact de la révolution russe sur l'armée française relève d'une approche compliquée, selon plusieurs angles : celui des intérêts stratégiques de la France déterminés par l'état-major ; celui de la mission militaire française qui opère au cœur de la Russie jusqu'à l'été 1918 et celui de la réaction contre-révolutionnaire spontanée du corps des officiers et du commandement. La confrontation de ces trois approches révèle que les points de vue des militaires français, loin d'être homogènes, ont au contraire été pluriels, souvent opposés, quant à l'évolution des événements et à l'attitude de la France et de son armée face à la révolution bolchevik. Pourtant, en dépit de sa valeur, cette thèse, non publiée et tombée dans l'oubli, n'a pas suscité les réflexions qu'elle aurait méritées pour la période de l'entre-deux-guerres, non seulement à propos de l'armée française mais également des enjeux stratégiques et de sécurité concernant notre pays<sup>18</sup>. Cet oubli est révélateur des mécanismes d'évitement, voire de rejet, qui ont pu jouer dans le déroulement des recherches sur le communisme et l'armée française de l'entre-deux-guerres.

Force est de constater l'absence de prise en compte des facteurs militaire et guerrier dans les recherches sur le mouvement ouvrier français de cette période<sup>19</sup>. La sensibilité antimilitariste, fréquente chez ses historiens, ne

17. DELMAS J., *L'État-major français et le front oriental...*, *op. cit.*, 326 p.

18. À ma connaissance, cette thèse n'est citée dans aucun ouvrage sur la révolution russe, la formation du mouvement communiste, l'évolution des relations franco-russes au cours du xx<sup>e</sup> siècle ou l'histoire de l'armée française. Je dois à André Martel, qui me l'a recommandée, d'avoir appris son existence.

19. Patrice Buffotot fait exception avec ses travaux sur les socialistes et les réformes militaires des années 1920, mais il ne traite qu'assez brièvement la politique de la SFIO dans le domaine de la défense au cours des années 1930 (BUFFOTOT P., *Le Socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen*

suffit pas à expliquer cette abstention. La prédominance de l'approche sociale qui s'est longtemps imposée, a certainement joué un rôle plus important en raison, probablement, d'une application trop systématique des problématiques de la domination, qui ne se prête guère à la prise en compte des enjeux de défense nationale, de la diffusion de la culture militaire ou des pratiques héritées des périodes de guerre<sup>20</sup>. Ainsi, peut-on raisonnablement estimer que les quatre années de la Grande Guerre n'ont laissé qu'une empreinte négligeable sur les représentations collectives du monde ouvrier, et tout particulièrement sur les logiques de pensées qui les gouvernent ?

Cette lacune n'épargne pas l'histoire politique du communisme français, à l'exception ces dernières années des travaux de David François<sup>21</sup>. Ainsi, pour citer quelques exemples récents, dans son dernier ouvrage consacré au Komintern, Serge Wolikow n'évoque aucune de ces problématiques<sup>22</sup>. Romain Ducoulombier ne les ignore pas lorsqu'il analyse le processus de bolchevisation du PCF, mais assez brièvement, sans approfondir<sup>23</sup>. Épisode particulièrement significatif de cette imperméabilité de l'historiographie du communisme, et de façon plus général du mouvement ouvrier, à la prise en compte du facteur militaire et guerrier, en 2006 lors des diverses commémorations scientifiques du soixante dixième anniversaire du Front populaire

à l'armée professionnelle (1871-1998), Paris, Bruylant, 1998, 480 p. ; BUFFOTOT P., *Le Parti socialiste et la défense nationale (1921-1936)*, mémoire de maîtrise, Nanterre, 1974, 215 p.).

20. Ainsi, dans ses travaux sur les cadres de l'appareil du PCF de l'entre-deux-guerres, Bernard Pudal n'examine pas l'hypothèse d'un effet différé de la guerre sur le processus de formation et de consolidation du noyau dur du communisme français (PUDAL P., *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, 329 p). Pourtant Antoine Prost a montré le poids considérable des anciens combattants dans la France de l'entre-deux-guerres. Dans quelle mesure, ce phénomène a-t-il marqué ou au contraire épargné la construction du système de pouvoir au sein du PCF ? Autre question, qui touche à la dimension militaire ou paramilitaire du communisme français de cette période : dans quelle mesure, le PCF ne se considère-t-il pas comme une armée au moins jusqu'au début des années 1930, voire au-delà ? À noter, concernant la période postérieure, que la tentative d'Isabelle Sommier et de Jean Brugé, pour suivre le parcours d'un officier communiste dans l'armée française après 1945, bien que novatrice dans la démarche et importante car abordant une question encore mal connue, est relativement décevante par une prise en compte insuffisante des spécificités de la société militaire et de l'histoire tourmentée de l'armée française de cette période (SOMMIER I., BRUGÉ J., *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion, 436 p.).
21. Ses travaux sur la violence communiste prennent en compte la problématique militaire et paramilitaire (*La Violence dans le discours et les pratiques du PCF de 1920 à la Seconde guerre mondiale*, thèse sous la direction de Serge Wolikow, 2012, 2 vol. ; Blog Communisme, violence, conflits [<http://communismmeetconflicts.over-blog.com/>]).
22. WOLIKOW S., *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2010, 287 p. Pierre Broué aborde davantage cet aspect mais de manière très analytique (BROUÉ P., *Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943)*, Paris, Fayard, 1997, 1 120 p). Dans l'histoire du mouvement communiste, c'est pourtant le Komintern qui, par son fonctionnement, sa terminologie et sa vocation politique, est l'organisation la plus soumise à une logique militaire. Lorsque devant le VII<sup>e</sup> congrès du Komintern en 1935, Palmiro Togliatti affirme « Nous sommes une grande armée qui lutte pour la paix », il ne s'agit pas d'une simple métaphore, mais plutôt de l'affirmation réfléchie d'une identité.
23. DUCOULOMBIER R., *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, 429 p.

organisées sous la forme de colloques ou de publications, la défense nationale a été totalement ignorée alors que Robert Frank a démontré dans son ouvrage, *Le Prix du réarmement français*, à quel degré l'effort de défense avait marqué la politique des gouvernements Blum et pesé sur l'histoire du Front populaire. Or, cet ouvrage reste probablement le plus important et le plus novateur qui ait été publié ces trente dernières années sur la France du Front populaire!

Cette abstention persistante montre que le facteur militaire, pris dans son acception la plus large, est resté largement étranger aux schémas mentaux qui dominent l'historiographie du mouvement ouvrier. Cette exclusion, qui concerne indistinctement les différentes sensibilités du champ de recherche sur le communisme, a une importante portée épistémologique<sup>24</sup>. En particulier, les historiens liés à la mouvance communiste se sont surtout attachés à montrer l'enracinement national du PCF, mais son identification au pacifisme ne laissait guère d'espace aux problématiques militaires, excepté pour la période de la Résistance, sans qu'elle soit d'ailleurs véritablement traitée *stricto sensu* sous cet angle particulier<sup>25</sup>. Quant aux historiens qui ont développé leur travaux en réaction à l'hégémonie passée des historiens liés aux PCF, le facteur militaire était difficile à intégrer à leurs recherches, non seulement parce que la question de l'armée n'occupe en apparence qu'une place marginale dans l'histoire du PCF et du Komintern, mais surtout parce qu'à partir de la moitié des années 1920 et de manière encore plus nette dix ans après, les impératifs stratégiques fixés par Moscou, qui privilégient la défense de l'URSS, entrent en contradiction avec la poursuite d'une politique révolutionnaire internationale dans les démocraties occidentales, ce qui oblige à relativiser sensiblement la nature révolutionnaire et le caractère subversif du PCF<sup>26</sup>. Au final, l'impasse sur l'influence des enjeux militaires et stratégiques dans l'évolution du commu-

24. GROppo B., PUDAL B., « Historiographies des communismes français et italien », DREYFUS M. et al., *Le Siècle des communismes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2000, p. 67-81. VIGREUX J., « 1990-2010 : archives et écriture(s) de l'histoire du PCF », *Historiographie et archivistique. Écriture et méthodes de l'histoire à l'aune de la mise en archives*, sous la direction de PH. POIRRIER et J. LAUVERNIER, *Territoires contemporains, nouvelle série*, 2011 [[http://tristan.u-bourgogne.fr/UMR5605/publications/historiographie/J\\_Vigreux.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/UMR5605/publications/historiographie/J_Vigreux.html)]. Plus critique, voire incisif, LAIRD Boswell, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse? », *Revue française de science politique*, 5/2005, vol. 55, p. 919-933.

25. BOURDERON R., *Rol-Tanguy*, Paris, Tallandier, 2004, 770 p.; BOURDERON R., « Le PCF dans la lutte armée : conceptions et organisations », F. MARCOT, J. PONTY, M. VIGREUX, S. WOLIKOW (dir.), *La Résistance et les Français : lutte armée et maquis*, Paris, Belles-Lettres, 2003, p. 129-140. Ces travaux de Roger Bourderon donnent un bon aperçu de la question, mais une étude à part entière reste à faire.

26. Ainsi, le numéro de la revue *Communisme* intitulé *Violence, guerre, révolution : l'exemple communiste* (n° 78/79, 2004, 218 p.) ne comporte qu'une seule contribution à connotation militaire, consacrée à la résistance communiste. Mais cette étude relève davantage d'une approche politique et culturelle que militaire (BERLIÈRE J.-M., LIAIGRE, « Barbès, Nantes, Chateaubriant : les débuts de la lutte armée communiste », p. 131-140). Voir également, LAZAR M., *Le Communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002, 245 p.

nisme est symptomatique de cette survalorisation du facteur politique qui domine son historiographie de l'entre-deux-guerres, et également au-delà, depuis plusieurs décennies.

Quant à l'historiographie militaire française, elle s'inscrit longtemps dans une tendance inverse, marquée par une prise en compte réduite ou inexistante du facteur politique et une forte réticence à aborder la question communiste, systématiquement négligée en tant que phénomène historique spécifique, avec sa complexité et ses contradictions<sup>27</sup>. Ainsi, le communisme français est globalement considéré comme une force subversive antinationale, mais sans approfondissement<sup>28</sup>, ou purement et simplement ignoré<sup>29</sup>. Pour une part, ce silence s'explique par le caractère particulier du communisme qui relève pour l'essentiel du non-dit puisqu'il est identifié à l'ennemi intérieur. Ainsi, la dynamique historiographique, qui caractérise les recherches sur la gendarmerie depuis les années 1990, a ignoré la question du communisme, en particulier sous l'angle de la contre-insurrection<sup>30</sup>. Au total, cet adversaire de l'ombre, perçu comme un acteur majeur de la guerre secrète, est relégué dans le champ d'étude de l'espionnage et du complot, et ainsi quasi-exclu de celui de l'armée, de même d'ailleurs que du domaine politique<sup>31</sup>. Sur ce dernier point, l'abstention de l'historiographie militaire participe d'une incapacité ancienne à prendre en compte la dimension politique des questions militaires, une carence révélatrice de l'emprise

27. Dans *Militaires en République*, consacré à l'attitude des militaires face aux questions politiques depuis 1870, le communisme n'est évoqué que très brièvement et sur un plan très général pour la période de l'entre-deux-guerres (MULLER K.-J., « L'anticommunisme et les militaires en France et en Allemagne (1920-1940) dans O. FORCADE, E. DUHAMEL, PH. VIAL (dir.), *Militaires en République (1870-1962)*. Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 443-448). Il en est de même pour les autres études plus anciennes qui touchent aux domaines politiques et militaires : NOBÉCOURT J., *Une histoire politique de l'armée française. De Pétain à Pétain (1919-1942)*, Paris, Le Seuil, 1967, t. 1, 333 p. ; GIRARDET R., *La Société militaire de 1815 à nos jours*, Paris, Perrin, 1998, 341 p. L'étude citée plus haut que j'ai publiée en 2001 constitue la seule exception (« Le haut commandement et la crainte de "l'ennemi intérieur" en juin 1940 », *op. cit.*).

28. ORDIONI P., *Le Pouvoir militaire en France : de la Commune de Paris à la Libération*, Paris, Albatros, 1981, 539 p. NOBÉCOURT J., *Le colonel de La Rocque*, *op. cit.* Exemple assez récent, l'historien allemand Karl-Heinz Frieser reproduit ce cliché emprunté à l'historiographie française (*Le Mythe de la guerre éclair*, Paris, Belin, 2003, p. 348-349).

29. Exemple récent, QUÉTEL C., *L'Impardonnable défaite : (1918-1940)*, Paris, J-C Lattès, 2010, 409 p. Il est vrai qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'histoire militaire, mais d'une étude d'ensemble sur les causes de la défaite.

30. PIERNAS A., « Un exemple, un modèle, un guide ? Le gendarme des années 1930 à la recherche d'une image moderne », J.-N. LUC (dir.) *Soldats de la loi. La gendarmerie au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUPS, 2010, p. 97-108 (l'effort de modernisation des techniques du maintien de l'ordre est décrit, mais la question du risque insurrectionnel n'est pas évoquée, en dépit des nombreux articles publiés à ce sujet entre 1928 et 1937 par la *Revue de la Gendarmerie*). Dans ses travaux sur les périodes de la drôle de guerre et de Vichy, Jean-François Nativité évoque seulement la participation de la gendarmerie à la surveillance et à la répression des communistes (« Volontariat et résistance officielle : l'engagement des gendarmes dans les FFI et les FFL, 1940-1944 », J.-N. LUC (dir.), *ibid.*, p. 175-186 ; *Servir ou désobéir*, Paris, Vendémiaire, 2013, p. 234-239).

31. Sur la guerre secrète à l'époque contemporaine, cf. DEWERPE A., *Espion, une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard, 1994, 478 p.

d'un conformisme tenace qui consiste à rester à l'écart des thématiques délicates<sup>32</sup>. La tenue du colloque *Militaires en République* organisé en 1996 par Olivier Forcade, Éric Duhamel et Philippe Vial a marqué un véritable tournant en inaugurant une large ouverture de l'histoire militaire au facteur politique<sup>33</sup>, même si ce colloque fait pour l'essentiel l'impasse sur la question du communisme. Par la suite, le développement de l'histoire du renseignement, particulièrement pour l'entre-deux-guerres, amplifie cette tendance. En particulier, l'intérêt porté à la politisation du renseignement confirme cette inflexion sensible de l'histoire militaire vers le politique<sup>34</sup>, une évolution également perceptible dans le domaine biographique<sup>35</sup> et encore plus nettement dans le domaine international.

Ainsi, Peter Jackson estime que dans les années 1930 l'exploitation du renseignement est pour une bonne part faussée par les *a priori* politiques et idéologiques<sup>36</sup>, qui jouent également au sein du haut commandement lors des prises de décisions stratégiques politiquement sensibles au moment de la guerre d'Espagne et à propos de l'alliance franco-russe<sup>37</sup>. Ce point de vue est conforme à celui qui prévaut chez les historiens des relations internationales<sup>38</sup>. Cependant, cette tendance historiographique récente, marquée par l'hégémonie des facteurs politique et idéologique pour expliquer la posture adoptée par les militaires face au communisme, a été remise partiellement en cause ces dix dernières années. En effet, des historiens des relations internationales, à partir de sources jusque-là inexploitées, ont montré que le facteur militaire, surtout dans sa dimension stratégique, avait pesé d'un poids décisif dans l'évolution des relations franco-soviétiques<sup>39</sup>. Il

32. Pour la période de l'entre-deux-guerres, l'ouvrage de NOBÉCOURT J., *Une histoire politique de l'armée française*, op. cit., fait exception.

33. Cette évolution concerne également l'histoire militaire du XIX<sup>e</sup> siècle avec la parution de deux ouvrages importants : TOMBS R., *La Guerre contre Paris*, Paris, Aubier, 1997, 380 p. BACH A., *L'Armée de Dreyfus. Une histoire politique de l'armée française de Charles X à "L'Affaire"*, Tallandier, 2004, 622 p.

34. SOUTOU G.-H., FRÉMEAUX J., FORCADE O., *L'Exploitation du renseignement*, Paris, Economica, 2001, 332 p. ; FORCADE O., *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Nouveau monde édition, 2008, 702 p.

35. INQUIMBERT A.-A., *Un officier français...*, op. cit. ; DUCLERT V. (dir.), *Le colonel Mayer. De l'affaire Dreyfus à de Gaulle : un visionnaire en République*, Paris, Armand Colin, 2007, 423 p.

36. JACKSON P., « La politisation du renseignement en France (1936-1938) », G.-H. SOUTOU, J. FRÉMEAUX, O. FORCADE (dir.), *L'Exploitation du renseignement*, op. cit., p. 63-81.

37. JACKSON P., « Stratégie et idéologie : le haut commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2000, n° 199, p. 111-133. JACKSON P., *France and Nazi menace : intelligence and policy making (1933-1939)*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 446 p.

38. VAÏSSE M., « La perception de la puissance militaire soviétique par les militaires français en 1938 », *Revue historique des armées*, n° 3, 1983, p. 19-25. CŒURÉ S., « Endiguer le bolchevisme ? La "double frontière" dans le répertoire de l'anticommunisme (1917-1941) », S. CŒURÉ, S. DULLIN, *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007, p. 42-63. VAÏSSE M., « L'attitude des militaires français face à une alliance avec l'URSS (1930-1939) », *Forces armées et systèmes d'alliances*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1983, p. 689-703. CARLEY J. M., 1939 : *L'Alliance ? La dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Les Presses de l'université de Montréal, 2001, p. 61.

39. DESSBERG F., *Le Triangle impossible. Les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, 440 p. ; GORODETSKY G.,

mérite d'ailleurs d'être souligné que l'historiographie du communisme connaissait dans ses marges une évolution semblable avec les travaux de Mikhaïl Narinski, qui, dès les années 1990, insistait, sur la subordination de la stratégie du PCF aux intérêts internationaux et stratégiques de l'URSS, à la fin des années 1930 et durant la Seconde Guerre mondiale, selon une logique plus « réaliste » qu'idéologique<sup>40</sup>. Pour ma part, je montrais dans ma thèse l'enchevêtrement des facteurs politiques, idéologiques et stratégiques qui expliquait l'évolution sinueuse de la politique militaire du PCF durant l'entre-deux-guerres et les tensions qui en résultaient entre les directions française, kominternienne et soviétique<sup>41</sup>.

Dans l'ensemble, cette évolution historiographique qui a valorisé le poids des considérations internationales, militaires et stratégiques dans l'histoire du communisme et dans sa perception par l'Occident, méritait d'être prolongée par une étude d'ensemble sur l'armée française dans une période où elle fut un acteur majeur de la scène européenne et une institution de poids dans la vie intérieure du pays.

Étudier l'armée française face au bolchevisme en articulant étroitement enjeux de défense nationale et situation politique intérieure, chacun ayant sa logique propre, exige de prendre en considération la perception du communisme comme phénomène nouveau à double face, celle d'un mouvement révolutionnaire international, bien implanté en France, et celle d'un État à part entière. Toutefois, ces deux versants sont forts dissymétriques : alors que le communisme en France, et très secondairement dans l'Empire, constitue dès les années 1920 et plus encore dans la décennie qui suit un problème de défense nationale incontournable, l'État soviétique reste considéré, dans l'ensemble, comme un enjeu marginal, mis à part dans la courte période d'octobre 1917 à juillet 1918 pour des raisons stratégiques conjoncturelles. Le stéréotype du « colosse aux pieds d'argile » prévaut et l'éloignement géographique joue en outre dans le sens du désintérêt<sup>42</sup>. En conséquence, pour l'armée française de l'entre-deux-guerres, le communisme est surtout identifié au PCF et, subséquemment, au Komintern. Ce

*Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Paris, Les Belles Lettres, 2000, 573 p. ; KEN O., « Le double aspect de la stratégie soviétique en Europe centrale et orientale (1925-1939) », S. DULLIN (dir.), « La politique internationale de l'URSS. Nouvelles approches », *Communisme*, n° 74/75, 2003, L'Âge d'Homme, p. 46-69. Mon étude HDR inédite s'inscrit dans cette tendance (VIDAL G., *Ennemi intérieur, enjeux stratégiques et politique de sécurité: l'armée française et le problème bolchevik de la révolution russe au régime de Vichy (octobre 1917-novembre 1942)*, étude HDR soutenue en novembre 2011, Montpellier III, 689 p).

40. NARINSKI M., « Le Kremlin, le Komintern et la politique extérieure de l'URSS (1939-1941) », *Communisme*, n° 49-50, 1997, p. 29-44 ; NARINSKI M., « le Komintern et le Parti communiste français, 1939-1942 », *Communisme*, n° 32/33/34, 1<sup>er</sup> semestre 1993, p. 11-40 ; NARINSKI M., « La politique soviétique à l'égard des pays de l'Europe Occidentale de 1941 à 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 37/38, janvier-juin 1995, p. 2-7.

41. VIDAL G., *La Grande Illusion? Le Parti communiste français et la Défense nationale à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2006, 495 p.

42. VIDAL G., *Ennemi intérieur, enjeux stratégiques et politique de sécurité*, op. cit., p. 359-451.

constat est essentiel en raison de son caractère complexe et explosif qui exige de ne jamais perdre de vue que le communisme n'est perçu par les militaires qu'à travers un échec mêlant rationnel et irrationnel et faisant intervenir des considérations et des intérêts contradictoires. Pour tenter d'analyser cette dialectique animée de tensions multiples et antagonistes, la démarche à suivre devait intégrer trois logiques distinctes, mais interdépendantes :

1) Une logique politique, marquée par la dimension subversive du communisme en France et dans l'Empire, mais également sur le plan mondial, en particulier européen. L'armée est directement concernée puisqu'elle a pour mission, en cas de crise majeure, de défendre l'ordre intérieur, c'est-à-dire l'intégrité de l'État ainsi que les structures sociales et politiques dont il est l'émanation. La menace communiste à l'étranger doit également être envisagée en raison du risque de contagion. Cette logique politique dépasse de loin la seule question du maintien de l'ordre, car elle relève pour une part de la guerre secrète, cette zone grise entre la guerre et la paix, qui, selon Alain Dewerpe, « contribue à structurer le champ politique autour de la maîtrise du secret » et s'inscrit déjà au cours de l'entre-deux-guerres dans le processus de construction d'« une idéologie de la sécurité d'État<sup>43</sup> ».

2) Une logique stratégique qui vise à prendre en compte l'ensemble des facteurs permettant d'aborder dans les meilleures conditions possibles une situation de guerre, celle-ci étant quasi exclusivement envisagée contre l'Allemagne durant toute la période. Selon cette optique, le communisme pose la question, tout particulièrement en cas de conflit, de l'attitude du PCF vis-à-vis de la défense nationale et, par-delà, celle de l'URSS et du Komintern sur la scène internationale.

3) Une logique culturelle, en raison de la représentation du communisme véhiculée au sein de l'institution militaire. Sur ce plan-là, il ne s'agit pas seulement de considérer le rejet du communisme comme le refus du désordre consubstantiel à la révolution<sup>44</sup>, mais il faut aussi, et peut être surtout, chercher à comprendre dans quelle mesure cette représentation est le résultat de l'expérience accumulée par l'institution militaire face aux crises révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, au premier conflit mondial, à la révolution russe et aux troubles de l'après-guerre, puis aux situations de crises intérieures et internationales de l'entre-deux-guerres. Leur caractère traumatique a inévitablement marqué la mémoire collective de l'institution militaire et cette empreinte spécifique et composite a donné une certaine particularité et des aspects contradictoires à sa représentation du communisme. Ainsi, par le jeu de ces différentes influences, la vision du communisme par les militaires est plus singulière et complexe qu'il n'y paraît.

43. DEWERPE A., *Espion, op. cit.*, p. 72.

44. « L'institution militaire redoute le désordre, sans doute plus que toute autre institution. Dans leur froide rationalité, ses responsables croient pouvoir l'éliminer, quitte à le nier » (THIEBLEMONT A. (dir.), *Cultures et logiques militaires*, Paris, PUF, 1999, p. 7).

Répondre à cette problématique impliquait d'exploiter majoritairement des sources militaires, complétées par des archives administratives, c'est-à-dire policières et préfectorales, et, marginalement, diplomatiques. Cet élargissement permettait de recouper et de confronter les sources militaires avec une documentation d'autres origines. Cette démarche visait à atteindre une plus grande précision pour établir des faits, des évolutions ou des motivations, mais également à mettre en évidence une éventuelle spécificité des militaires face à certains évènements et situations particulières, ou dans la représentation qu'ils pouvaient en avoir.

En complément des archives, j'ai utilisé nombre de sources imprimées, surtout des publications militaires. Le quotidien *La France militaire*, systématiquement exploité, est une source de première importance, qui non seulement complète l'apport des archives, mais qui, en certaines circonstances ou pour certaines questions, est plus éclairante que ces dernières. En effet, cette publication, qui émane de l'EMA, est étroitement contrôlée par la haute hiérarchie militaire, reflétant ainsi ses préoccupations, parfois ses choix officieux, ainsi que ses sensibilités particulières et, à l'occasion, ses divergences internes. L'expression de ces dernières est autorisée de manière, semble-t-il, très calculée lorsqu'elles affectent les plus hautes sphères de l'institution militaire, tout particulièrement dans le domaine des relations internationales. Plus marginalement, *La Revue de la gendarmerie* et la *Revue militaire française* m'ont fourni des éléments d'un grand intérêt. J'ai aussi largement exploité les carnets du colonel Rivet<sup>45</sup>, chef des services spéciaux à partir de 1926, et du général Schweisguth, premier sous-chef de l'état-major de 1936 à 1937. J'ai également utilisé, mais avec les inévitables précautions d'usage en pareil cas, divers Mémoires, les principaux d'entre eux étant ceux des généraux Gamelin, Niessel, Bourret et du colonel Paillolle<sup>46</sup>.

Les problèmes posés par l'exploitation des sources étaient de plusieurs ordres. Le principal, qui concernait le traitement de l'ensemble de la documentation, était la nécessaire prise en compte du caractère sensible de la question communiste, rendu encore plus complexe par ses variations d'intensité selon les périodes et selon l'origine des sources. Ainsi, le regard porté sur le bolchevisme au cours des années 1930 est en général beaucoup plus passionnel que dans la décennie précédente. De même, selon leur origine, des documents peuvent exprimer sans détour des motivations politiques ou idéologiques. Ainsi, dans le renseignement politique, les

45. Les carnets Rivet, récemment édités (RIVET L., *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2010, 1007 p.) donnent de précieuses indications qui éclairent souvent la portée de documents d'archives ou au contraire évoquent des faits pour lesquels les archives sont muettes.

46. PAILLOLE P., *L'Homme des services secrets*, Paris, Julliard, 1995, 323 p. ; PAILLOLE P., *Services Spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1975, 579 p. ; PAILLOLE P., *Notre espion chez Hitler*, Paris, Robert Laffont, 1985, 287 p. ; NIESEL H.-A., *Le Triomphe des Bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk : Souvenirs 1917-1918*, Plon, 1940, 381 p. ; GAMELIN M., *Servir*, Paris, Plon, 1946, 3 vol. BOURRET V., *La Tragédie de l'armée française*, Paris, La Table ronde, 1947, 223 p.

sources militaires sont d'un ton souvent moins neutre que les sources policières ; au sein de l'institution militaire, le 2<sup>e</sup> bureau de l'EMA exprime en général un engagement anticommuniste plus tranché que les attachés militaires ou la Section de centralisation du renseignement (SCR), le service du contre-espionnage militaire<sup>47</sup>. Cet ensemble de remarques pose la question de l'origine des sources, de leur influence au sein de l'institution, en particulier du haut commandement.

Concernant la situation intérieure, la réponse est difficile à apporter, tant la documentation reste souvent floue et limitée. De ce fait, les recoupements sont souvent impossibles, ce qui ne permet pas d'aller au-delà des simples hypothèses. Ainsi, les rapports sur le moral, qui peuvent traiter des effets de la propagande communiste dans l'armée ou des troubles politiques et sociaux dans le pays, sont d'un contenu en général assez décevant par leur caractère redondant et imprécis. Toutefois, établis par les chefs de corps et suivant la voie hiérarchique, ils peuvent à l'occasion refléter les préoccupations du commandement face aux difficultés que traverse le pays. Les rapports d'inspection sont souvent d'un plus grand intérêt, avant tout parce qu'ils sont d'une rédaction moins contrainte, moins conformiste, que les rapports sur le moral.

Le renseignement militaire fournit une documentation beaucoup plus riche, mais qui souffre elle aussi de nombreuses limites. Compte tenu de l'équivoque inhérente aux documents du renseignement et au caractère souvent douteux de ses sources d'information<sup>48</sup>, les archives des services spéciaux et des 2<sup>e</sup> bureaux des différents états-majors ne constituent pas, sauf exceptions, des sources de connaissance d'un grand intérêt sur le communisme français, et n'apporte que des éléments épars et généralement imprécis sur le rôle et l'action de l'armée dans la lutte contre les organisations communistes. Par contre, ces archives nous apprennent beaucoup sur

47. Le renseignement militaire que l'on réduit souvent abusivement au 2<sup>e</sup> bureau comprend en fait deux ensembles : le 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major, qui fait partie intégrante de l'administration centrale de l'armée et dont la mission est d'assurer le traitement de l'information permettant d'éclairer la prise de décision du haut commandement. Cette tâche consiste pour une bonne part à exploiter les renseignements collectés par les services spéciaux. Ces derniers, qui constituent le deuxième ensemble du renseignement militaire, sont regroupés dans la centrale SR-SCR, couramment surnommée le 2bis, qui est divisée en deux sections, la section de recherche (SR), chargée du renseignement extérieur, et la section de centralisation du renseignement (SCR) chargée du contre-espionnage pour l'essentiel hors du territoire national. En principe subordonnés au 2<sup>e</sup> bureau, les services spéciaux bénéficient en fait d'une grande autonomie et peuvent faire des analyses divergentes de celles du service de l'EMA.

48. À propos des archives du renseignement, Alain Dewerpe évoque cet « enchevêtrement inextricable du vrai et du faux, de l'inventé, de l'exagéré, du biaisé » et « l'impossibilité à définir des critères clairs et raisonnés de la vérité qui caractérisent inmanquablement, plus que tout autre témoignage, le rapport secret. » À propos de la valeur des informateurs des services spéciaux, il cite Fouché qui affirmait que « les observateurs et les agents secrets » doivent être considérés comme « des indicateurs et des instruments douteux » (DEWERPE A., *Espion, op. cit.*, p. 246-247). Ce jugement se révèle assez pertinent concernant le bilan du renseignement militaire sur le communisme français dans la période 1920-1939.

la perception du communisme par l'armée française. Pourtant, en principe, le contre-espionnage militaire n'est compétent que dans d'étroites limites pour agir sur le territoire national, cette tâche relevant essentiellement des services de police, mais la SCR dispose toutefois de nombreux renseignements sur l'activité illégale du PCF et du Komintern et sur l'espionnage soviétique en France. Quant au 2<sup>e</sup> bureau, il n'est pas habilité à faire des synthèses sur la situation intérieure. Toutefois, dans la période de tension politique et sociale de 1936-1937, la SCR et surtout le 2<sup>e</sup> bureau de la région militaire de Paris font du renseignement politique exclusivement tourné contre le PCF et secondairement le trotskysme.

Au total, les sources militaires, tout particulièrement celles du contre-espionnage, sont d'un réel intérêt pour connaître, surtout dans les périodes de crises, l'attitude de l'armée face au communisme et secondairement le rôle qu'elle a joué pour le combattre sur le territoire national. Elles peuvent aussi permettre parfois de discerner des sensibilités particulières au sein de l'institution et de trouver des indications sur les réactions du haut commandement. Mais le problème de fond posé par les archives des services spéciaux est celui de l'exploitation du renseignement, puis de sa diffusion. En effet, ces archives contiennent une grande masse de notes produites par la SCR ou le contre-espionnage policier, mais les documents de synthèse du 2<sup>e</sup> bureau sont rares, ce qui rend difficile d'évaluer la portée de ces notes. Il apparaît cependant, surtout à travers les carnets de Louis Rivet, qu'à la fin des années 1930, non seulement le haut commandement ne suit pas nécessairement les analyses du 2<sup>e</sup> bureau, mais que dans certains cas il court-circuite ce dernier en consultant directement les chefs des services spéciaux, ce qui tend à indiquer que ceux-ci influent fortement sur les prises de décisions du haut commandement<sup>49</sup>.

Dans l'ensemble, en dépit des lacunes, des imprécisions et des problèmes d'interprétations, l'exploitation des sources m'a permis d'aboutir à certaines conclusions et de préciser nombre d'hypothèses. Pour parvenir à ces résultats, la principale difficulté était de parvenir, d'une part, à distinguer dans quelle mesure le communisme est considéré comme un danger politique intérieur, et simultanément comme un problème international et un enjeu stratégique, d'autre part, à établir les ordres de priorité entre ces deux dimensions contradictoires du phénomène communiste, tout en tenant compte de leurs inévitables interactions. La combinaison de ces deux dimensions particulières, articulée à la prise en compte de la marche des événements, conduit à un double constat : la perception du PCF est celle d'une force subversive étroitement liée au mouvement communiste international et plus encore à l'URSS. À cette problématique banale pour l'époque, s'en greffe une seconde plus spécifique aux militaires : depuis 1917, quelle est la nature des relations entre le communisme et l'Allemagne ? Dans tous les

49. FORCADE O., *La République secrète*, op. cit., p. 558 sq.

cas, la figure de l'ennemi intérieur comme agent de l'étranger domine la représentation du PCF au sein de l'armée tout au long de l'entre-deux-guerres et détermine pour une bonne part sa conception de la lutte contre le communisme sur le territoire national et dans l'Empire.

Dans ce cadre général se dessine la périodisation suivante :

– de 1917 à 1934, le risque révolutionnaire en Occident est considéré comme limité et le problème communiste est surtout envisagé comme un aspect particulier de la menace allemande en raison de la collusion germano-soviétique. Mais l'importance de ce schéma général doit être relativisé, car les interrogations sur sa véritable portée, voire son efficacité, sont multiples et il est souvent suivi avec une certaine souplesse d'interprétation.

– de 1934 à 1939, la fin de la collusion germano-soviétique, le renforcement du PCF en France et le développement de l'URSS font du communisme une menace distincte de l'Allemagne. Ce découplage culmine dans la période fin 1936-début 1937 en raison de la situation intérieure dans les mois qui suivent la victoire du Front populaire, mais également de la conjoncture internationale très marquée par la guerre d'Espagne.

Ces tendances générales posent dans tous les cas la question du rôle de l'armée dans la lutte contre le communisme.